

Le Secrétaire général accueille avec satisfaction des recommandations tendant à bâtir un monde plus sûr et à renforcer l'Organisation des Nations Unies

(New York, le 2 décembre)

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, s'est vivement félicité du rapport très attendu sur les réponses à apporter aux menaces nouvelles et changeantes qui pèsent sur le monde, qui lui a été présenté ce matin par Anand Panyarachun, ancien Premier Ministre de la Thaïlande, qui présidait un groupe indépendant de hautes personnalités.

« Je souscris sans réserve à la thèse première du rapport, à savoir celle d'une sécurité collective globale à vocation plus étendue qui permettrait d'appréhender toutes les menaces, anciennes et nouvelles, et les problèmes de sécurité de tous les États – riches et pauvres, faibles et forts » a déclaré le Secrétaire général dans la lettre par laquelle il transmet le rapport intitulé « **Un monde plus sûr : notre affaire à tous** », à l'Assemblée générale des Nations Unies pour examen et suite à donner.

« Le rapport offre une occasion singulière de remodeler et de rénover les institutions de l'Organisation des Nations Unies » dit M. Annan, qui se propose d'en étudier et, le cas échéant, d'en appliquer rapidement les recommandations qui sont de son ressort. Par ailleurs, il engage vivement les autres organes des Nations Unies à faire de même.

Le Groupe, composé de 16 anciens chefs d'État ou de gouvernement, responsables de la sécurité, officiers, diplomates ou responsables du développement, réaffirme le droit des États de se défendre, y compris par anticipation en cas de menace imminente ou proche, et dit que devant des « scénarios catastrophe » de terroristes faisant usage d'armes de destruction massive, le Conseil pourrait bien être amené à faire preuve de beaucoup plus de fermeté en intervenant désormais plus tôt.

En ce qui concerne les principes devant régir l'usage de la force, « qui vont au cœur de la question de savoir ce qu'est l'Organisation et ce que nous représentons », selon le Secrétaire général, il appartiendrait aux dirigeants du monde de se prononcer à l'occasion du sommet extraordinaire qui se tiendra en septembre prochain. « Je tiens à dire à quel point il importe de dégager un accord sur cette question si l'on veut établir un nouveau système de sécurité collective » a-t-il ajouté.

M. Annan a l'intention de présenter en mars prochain son propre rapport, qui, se voulant la synthèse des recommandations du Groupe, devrait aider à préparer le sommet de 2005 sur la suite donnée à la Déclaration du Millénaire.

Des menaces interdépendantes dans un monde en proie au danger

Le Secrétaire général souligne par ailleurs que « selon le Groupe, les menaces actuelles contre notre société sont interdépendantes », et « nous ne pouvons pas envisager indépendamment les uns des autres les problèmes que sont le terrorisme, les guerres civiles ou la misère ».

Toujours selon le Groupe, « le développement doit être la pierre angulaire du nouveau système de sécurité collective » et l'éradication de la pauvreté et de la maladie sont un aspect essentiel de l'action à mener pour rendre le monde plus sûr. « Pour mieux garantir la sécurité de nos citoyens, nous devons impérativement accorder toute l'attention voulue et allouer les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

Le Secrétaire général retient du rapport ce qui suit :

- L'Organisation des Nations Unies doit en faire plus pour promouvoir une stratégie de lutte contre le terrorisme qui soit efficace et fondée sur des principes, et qui respecte l'état de droit et les droits de la personne. Si elle n'a pu le faire jusqu'ici, c'est que ses Membres ne sont pas parvenus à s'entendre sur une définition du terrorisme. La définition proposée par le Groupe devrait permettre de trouver un terrain d'entente;
- Il faudrait lancer une vaste campagne en vue de reconstruire le système de santé publique à tous les niveaux, mondial aussi bien que local, afin non seulement de prévenir les maladies et les épidémies mais aussi de jeter les bases d'un système de prévention du bioterrorisme;
- Les États Membres devraient examiner favorablement les recommandations du Groupe tendant à renforcer les sanctions et la médiation lorsque la prévention échoue;
- Le régime de non-prolifération nucléaire est précaire. Les recommandations du Groupe devraient permettre de réduire les risques d'attaque nucléaire par des États ou des agents non étatiques et devraient être adoptées d'urgence.
- Le Groupe présente ce que pourrait être l'ONU du XXI^e siècle et recommande des changements concernant chacun de ses principaux organes. Le Secrétaire général a déjà préconisé de tels changements dans son programme de réformes et de donner au Conseil de sécurité un caractère plus représentatif. Les deux formules d'élargissement du Conseil proposées par le Groupe devraient faciliter le débat et aider les États Membres à se prononcer en 2005.

Saluant le rapport du Groupe, M. Annan exprime l'espoir qu'il permette d'« entrevoir les réponses que nous pourrions apporter à quelques-unes des questions brûlantes du siècle qui commence ».

Outre le Président, étaient membres du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, Robert Badinter (France), João Baena Soares (Brésil), Gro Harlem Brundtland (Norvège), Mary Chinery Hesse (Ghana), Gareth Evans (Australie), David Hannay (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Enrique Iglesias (Uruguay), Amre Moussa (Égypte), Satish Nambiar (Inde), Sadako Ogata (Japon), Yevgeny Primakov (Fédération de Russie), Qian Qiqian (Chine), Salim Salim (République-Unie de Tanzanie), Nafis Sadik (Pakistan) et Brent Scowcroft (États-Unis d'Amérique). Le professeur Stephen Stedman, de Stanford University, a orienté les recherches du Groupe et rassemblé les différents éléments du rapport.